

THOMAS EGGER Interview

# «Les régions de montagne doivent rester des espaces de vie et de travail»

**Directeur du SAB (Groupement suisse pour les régions de montagne) depuis quatorze ans, THOMAS EGGER se bat pour défendre les intérêts des zones d'altitude au niveau politique, social et économique. Avec plusieurs succès à la clé comme la PA 2014-2017.**

**Quelles sont les principales missions du SAB liées à l'agriculture?**

Notre première mission est d'obtenir des conditions cadres favorables au développement d'une agriculture de montagne dynamique et innovante, en phase avec l'évolution économique des marchés et répondant aux attentes des consommateurs. Cette préoccupation passe notamment par la prise d'influence au niveau du processus législatif et par des contacts réguliers avec les parlementaires ainsi qu'avec l'Administration fédérale. Une autre mission est de fournir des prestations de vulgarisation et de conseil technique aux exploitants agricoles des zones de montagne, notamment dans le domaine des constructions rurales.

**Quelles activités en découlent?**

Au niveau politique, nous étudions les dossiers en profondeur et fournissons des documents informatifs aux élus fédéraux, dans lesquels nous mettons en avant nos arguments pour défendre les intérêts des régions de montagne. Nous prenons position lors des mises en consultation et sommes actifs sous la Coupole fédérale pour rallier un maximum d'élus à notre cause. Sur le plan des prestations, le SAB dispose d'une section technique, dotée de quatre collaborateurs. Ces derniers dispensent des conseils et recommandations aux agriculteurs de montagne désireux de mettre en valeur leur production agricole, d'améliorer certaines infrastructures, etc.

**Le SAB est-il bien connu dans les milieux agricoles de Suisse romande?**

Le SAB est bien connu jusqu'au niveau des associations agricoles, dont beaucoup sont membres de notre groupement. Par contre, les familles paysannes, surtout en Suisse romande, ne connaissent pas assez le travail mené par le SAB ainsi que les prestations d'aide dont elles pourraient bénéficier. Nous devons améliorer notre notoriété en Suisse romande et y élargir nos activités de conseil technique. Nous réfléchissons à l'idée d'installer une antenne en Suisse romande, avec une personne en poste, pour répondre aux demandes des familles paysannes.

**Le SAB représente-t-il une force politique de poids pour les régions de montagne?**

Le SAB est habilité à prendre part aux procédures de consultation aux mêmes titres que les cantons et les partis



Thomas Egger, directeur du SAB, souhaite installer une antenne en Suisse romande.

K. ETTER

politiques. Nous avons un vrai poids politique et institutionnel. Les régions de montagne et espaces ruraux occupent 80% du territoire de la Suisse, leur dynamisme économique a donc une grande importance pour le pays. Le SAB a joué un rôle essentiel dans la mise en place législative et le financement des Parcs naturels régionaux (PNR). Et, grâce à notre engagement, les moyens financiers attribués aux PNR ont doublé à 20 millions de francs en 2014. Nous avons aussi obtenu une flexibilisation des mesures de protection de la forêt dans les zones de montagne et des améliorations en faveur de l'agritourisme dans la Loi sur l'aménagement du territoire (LAT) en 2007.

**Depuis le milieu des années 60, le SAB s'est intéressé à des sujets non agricoles.**

**Pourquoi cette réorientation?**  
Il s'agissait de suivre l'évolution dans la zone de montagne qui a connu elle aussi une forte tertiarisation. Le SAB était obligé de s'intéresser à d'autres thématiques que l'agriculture pour défendre les intérêts des zones de montagne, comme les ressources énergétiques, les infrastructures de communications, les transports publics.

**Quelle place le SAB accorde-t-il encore à l'agriculture?**

L'agriculture reste une grande priorité du SAB, nous avons un collaborateur à 80% qui s'occupe uniquement de politique agricole et quatre personnes rattachées au service technique du SAB pour faire le suivi des prestations liées aux constructions rurales. Nous défendons les intérêts de l'agriculture dans une approche intégrée et multisectorielle.

**Quelles sont les relations du SAB avec les autres organisations agricoles?**

Nous avons des contacts permanents. Le SAB est membre de l'USP et réciproquement l'USP est membre du SAB. Nous travaillons étroitement avec les services et organisations agricoles cantonaux qui ont des zones de montagne.

**Les zones de montagne sont les grandes gagnantes de la réorientation de la PA 2014-2017. Etes-vous satisfait?**

Nous saluons en effet la redistribution des paiements directs en faveur des zones de montagne. Le SAB a beaucoup œuvré pour obtenir ce résultat. Cela ne signifie pas pour autant que nous sommes satisfaits de la PA 2014-2017 dans son ensemble. Nous critiquons l'augmentation des charges administratives ainsi qu'une réorientation trop tournée vers l'écologie. Nous soutenons des paiements directs en faveur de la production et nous souhaitons le retour de la contribution à la tête de bétail, car sa suppression a été très pénalisante pour les éleveurs de montagne.

**Quelles sont selon vous les mesures nécessaires pour maintenir une agriculture de montagne dynamique et économiquement viable?**

Il faut des mesures de soutien pour les activités annexes, car l'agriculture de montagne s'exerce souvent à temps partiel. Nous demandons à ce que les exigences de formation ne soient pas renforcées, il faut aussi éviter des charges supplémentaires. Nous devons songer à des approches intersectorielles et régionales pour valoriser le potentiel des zones de mon-

tagne. L'agriculture doit travailler avec le tourisme, la sylviculture, etc.

**Les désignations Montagne et Alpage donnent-elles satisfaction en terme de valorisation des produits alpestres?**

Cette idée d'avoir des labels distinctifs pour valoriser les produits issus des zones de montagne émanait du SAB. Notre initiative a été reprise par la Confédération qui a créé les deux signes officiels Montagne et Alpage et leur a donné un cadre légal en 2013. Ces signes peinent à se développer car il y a déjà beaucoup de labels pour les produits agroalimentaires. Sur mandat de l'OFAG, nous menons actuellement une campagne visant à relancer l'intérêt des désignations Montagne et Alpage auprès des producteurs. Nous espérons que cet outil de valorisation progressera et prendra sa place.

**Quels sont les projets agricoles prioritaires du SAB?**

Nous travaillons sur de nombreux fronts et projets. La liste serait trop longue à énumérer. Nous voulons que la Confédération en fasse davantage pour les régions de montagne. Nous constatons malheureusement une diminution de l'intérêt pour la montagne au profit des agglomérations. Prenez la recherche par exemple, elle porte de moins en moins sur des objets étudiés en montagne. Le SAB milite pour un développement harmonieux dans les zones de montagne. Ces régions doivent rester vivantes et attractives. Il faut éviter d'en faire des réserves naturelles à la Ballenberg ou des villes d'altitude.

PROPOS RECUEILLIS PAR KARINE ETTER

## Dates clés

**1967** Naissance à Viège (VS). Enfant, parle le français avec sa grand-mère et devient très vite bilingue.

**1985** Décroche sa maturité au collège de Brigue et entame des études universitaires à Zurich.

**1991** Travaille comme collaborateur scientifique auprès du bureau ARW Peter Furger AG, qui traite des dossiers liés à l'aménagement du territoire, à Viège.

**1993** Obtient son diplôme en géographie à l'Université de Zurich. Etudie également les sciences politiques.

**1996** Engagé comme responsable de l'antenne régionale du SAB (Groupement suisse pour les régions de montagne) à Viège.

**2002** Nommé directeur du SAB à Berne.

**2015** Candidat au Conseil national sous les couleurs du Parti chrétien social (PCS), il n'est pas élu mais fait un bon résultat (2<sup>e</sup> de son parti).

## Repères

**Présidium** Président: Isidor Baumann, conseiller aux Etats (PDC/UR). Vice-présidents: Laurent Favre, conseiller d'Etat neuchâtelois (PLR) et René Imoberdorf, conseiller aux Etats (CSPO/VS).

**Comité** Il est composé de quinze membres, avec l'ambition de représenter tous les milieux politiques, les différents cantons et régions, les branches économiques phares et d'avoir une bonne représentation hommes-femmes, ce qui n'est pas le cas actuellement puisque deux sièges seulement sont occupés par des dames. La Romandie est représentée par: Laurent Favre; Philippe Receveur, chef du Département de l'environnement et de l'équipement du canton du Jura; Christine Leu, de l'Association pour le développement du Nord vaudois (ADNV) à Yverdon-les-Bains; Philippe Pasche, de la Société suisse de crédit hôtelier à Aigle. Des élections auront lieu en 2016 pour un mandat de quatre ans (2016-2020).

**Membres** Le SAB rassemble les membres collectifs suivants: 23 cantons, 600 communes et 500 associations en lien avec les régions de montagne. S'ajoutent quelque 400 membres individuels. A noter que de nombreuses organisations paysannes et chambres d'agriculture sont affiliées au SAB. Au niveau européen, le SAB est le seul groupe d'intérêt des régions de montagne à bénéficier d'une représentation aussi multisectorielle au sein de son assemblée générale.

**Bureau** Le SAB emploie dix collaborateurs(trices), dont une personne à 80% qui ne s'occupe que de la politique agricole. Quatre conseillers techniques travaillent à Brougg, notamment pour les services de constructions rurales, d'aide aux exploitants et de prévoyance (caisse de pension). Le directeur et le reste du personnel sont basés à Berne.

**Financement** Le SAB dispose d'un budget annuel de 1,8 million de francs. Il est financé à 75% par les cotisations des membres et 25% par les prestations facturées (mandats). La Confédération alloue quelques subsides pour les activités de conseils à la construction.

**Activités** Défense des intérêts politiques des régions de montagne et de l'espace rural au niveau national (administration fédérale, Parlement, associations). Prestations de services, de conseils et d'entraide pour les exploitants de montagne. Information du public et des instances politiques et économiques sur la situation et l'évolution des régions de montagne.

**Communication** Dix fois par année, le SAB publie sa revue mensuelle *Montagna*, avec des articles dans les trois langues nationales. Il est aussi sur internet: [www.sab.ch](http://www.sab.ch) KE